



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25-26 rue des Ailes
ZA n°2 des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 21/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGGLOPOLYS - déchetterie

1 rue Honoré de Balzac
41000 Blois

Références : 2026/0039
Code AIOT : 0010004984

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement AGGLOPOLYS - déchetterie implanté 159, Avenue de Châteaudun déchetterie de Blois Nord 41000 Blois. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite effectuée suite au départ de feu du 18/12/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGGLOPOLYS - déchetterie
- 159, Avenue de Châteaudun déchetterie de Blois Nord 41000 Blois
- Code AIOT : 0010004984
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Déchetterie de la collectivité AGGLOPOLYS (la plus importante) soumise à autorisation préfectorale.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 04/09/1997, article 7.5	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 04/09/1997, article 6.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 14/01/2026, article R. 512-69	Sans objet
2	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 14/01/2026, article R. 512-69	Sans objet
4	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 04/09/1997, article 7.6	Sans objet
5	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 04/09/1997, article 6.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/01/2026, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : Conforme. L'inspection a été informée du départ de feu par courriel du 23/12/2025, soit 5 jours après..
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, dans le cas où un nouveau départ de feu se produirait, de déclarer plus rapidement l'évènement auprès de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/01/2026, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets moyen ou à long terme.
Constats : Conforme. Le rapport d'accident, établi selon le modèle BARPI, a été communiqué le 23/12/2025. Selon les éléments fournis par l'exploitant, le feu s'est déclaré vers 23h30 le 18/12/2025 dans des caisses palettes adossées au local du personnel et contenant des jouets. A l'arrivée sur le site, les pompiers ont constaté la présence d'une personne issue de la communauté des gens du voyage qui s'est enfuie. Apparemment, il s'agit d'un incendie volontaire, ce qui a, par la suite, été confirmé par l'examen de l'enregistrement vidéo de la surveillance. Le feu a été très rapidement circonscrit par les pompiers. Il n'y a eu aucun impact sur le local du personnel ni sur les autres stockages de la déchetterie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/1997, article 7.5
--

Thème(s) : Risques chroniques, Récupération des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident ou d'incident, déversement de matières dangereuses vers les égouts ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle doit se faire sans dilution dans les conditions prévues ci-dessus. A défaut, elles doivent être éliminées dans des installations autorisées à cet effet. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination.
Constats : Partiellement conforme. L'eau utilisée (moins de 10 m3) par les pompiers a pu, en partie, être retenue au niveau du séparateur situé sur le réseau d'évacuation des eaux pluviales. La partie retenue sur le site a, par la suite, été évacuée par la société SOA. Le justificatif correspondant (BSD) nous a été présente lors de la visite. L'exploitant nous a indiqué ne pas avoir utilisé l'obturateur présent sur le site. De ce fait, l'exploitant a décidé de revoir intégralement la procédure de mise en oeuvre de cet obturateur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/1997, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Il sera mis en place les moyens adéquats de récupération des eaux d'incendie.
Constats : Conforme. Lors de la précédente visite du 23/05/2023, l'inspection avait constaté l'absence de l'obturateur destiné à confiner les eaux d'extinction dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales. Par courrier du 17/10/2023, l'exploitant a déclaré avoir fait l'acquisition de cet obturateur. Lors de la présente visite, l'inspection a constaté la présence de cet obturateur, bien qu'il n'ait pas été utilisé lors du départ de feu du 18/12/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/1997, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes, comportent : <ul style="list-style-type: none">- le cas échéant un système de détection de flammes ou de fumées,- des extincteurs répartis sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être en nombre suffisant, appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,- un poteau d'incendie judicieusement positionné avec les caractéristiques suivantes:<ul style="list-style-type: none">o être conforme à la norme française NFS 61-213,o être situé à 150 m au plus du point le plus éloigné à défendre,o être piqué directement sur une canalisation d'un diamètre d'au moins 100 mm et offrir un débit de 1000 l/mn minimum sous une pression dynamique de 1 bar,o se trouver en bordure d'une voie carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci, l'orifice de 100 mm orienté face à la voie carrossable,- un dispositif de premier secours d'extinction à eau de type "robinet d'incendie armé" de 40 mm disposé de façon à atteindre tous les conteneurs et utilisable en toutes saisons.
Constats : Conforme. Des extincteurs sont répartis sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont en nombre suffisant et appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Deux poteaux d'incendie sont présents sur le site de l'usine VALCANTE qui jouxte le site de la déchetterie. En cas de besoin, ils peuvent être complétés par des poteaux situés dans la zone d'activités. Un RIA est présent à proximité de la zone d'évacuation des bennes et est disposé de façon à atteindre tous les conteneurs et utilisable en toutes saisons.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/1997, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des matériels
Prescription contrôlée : Ils (ces matériels) seront maintenus en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifiés.
Constats : Non conforme. Les extincteurs et le RIA sont en retard de vérification périodique (dernière vérification en novembre 2024).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours